

*Carte blanche de Ph. Paermentier, Responsable national des Travailleurs
Sans emploi de la C.S.C, publiée dans Le Soir du 21 octobre 2003*

CE NE SONT PAS LES CHOMEURS QUI SONT INDISPONIBLES MAIS BIEN L'EMPLOI

Vendredi 10 octobre, 23 heures....La conférence pour l'emploi se termine. Dans l'espèce de poker menteur engagé par le gouvernement (200.000 emplois !!!), les négociateurs de la C.S.C.ont pris leurs responsabilités... Il vaut mieux un petit accord que pas d'accord du tout. Il vaut mieux 60.000 emplois que rien du tout.

La confiance redevient palpable... On décide de remplacer le fameux article 80 de la législation chômage par un système plus « équitable » et de soumettre ce débat au Comité de gestion de l'Onem.

Trompés, grugés, trahis...Alors que l'encre du texte de conclusion de la conférence n'est pas encore sèche, les chômeurs apprennent qu'on va incessamment engager 120 nouveaux inspecteurs pour contrôler leur « employabilité ». Les chômeurs auraient dû se méfier d'un gouvernement qui promet la lune alors qu'il n'est pas capable de faire arriver les trains à l'heure.

Trompés, grugés, trahis... Il n'a donc pas fallu une semaine pour que le désormais ministre des contrôles perde toute crédibilité aux yeux de celles et de ceux qu'il est chargé d'aider et ajoute à l'insupportable de l'injustice l'ignominie de la suspicion. Toute fraude est inacceptable. Mais il faut bien constater que, dans ce pays, les chômeurs qui ont contribué à l'économie et qui se sont constitué des droits en matière de sécurité sociale sont considérés comme des fraudeurs honteux alors que des nantis médiocres font travailler leur argent (à défaut de leur voisin en chômage) au Luxembourg et bénéficient d'une amnistie fiscale au lieu d'une lourde peine de prison.

Trompés, grugés, trahis... La 1ère politique concrète développée par l'ex ministre de l'emploi consistera donc à considérer les chômeurs quasi comme des prisonniers de droit commun, contrôlés, espionnés et pourquoi pas bientôt redressés, corrigés et gardés à vue avant de leur proposer comme c'est dans l'air du temps dans les salons feutrés des notables du V.L.D., des travaux d'intérêt général.

C'est insupportable. Plus l'emploi est rare, plus il y a des difficultés pour y accéder, plus on demande aux chômeurs de continuer avec énergie sa recherche. Le découragement et la démoralisation leur sont interdits sous peine de perdre définitivement ou temporairement leur allocation.

C'est insupportable pour les plus de 600.000 demandeurs d'emploi de ce pays.. 600.000 femmes et hommes qui n'ont plus de travail et avec qui on ne partage pas le travail...600.000 personnes sans voix... 600.000 personnes qui boivent la vie à toutes petites doses, qui ne savent plus se soigner normalement, qui ne savent plus

se loger déceimment, qui ne peuvent plus offrir à leurs enfants les études qu'ils ont les capacités de réussir, qui ne voient plus la mer... 600.000 personnes dans les faubourgs du désespoir, à se demander ce qui leur arrive... Pourquoi ces coups de tonnerre dans leur ciel serein ? Pourquoi « ce goût de vinaigre dans leur vie de miel ? » Et pourquoi cette hostilité méprisante de la part de ceux qui sont censé leur apporter de l'espoir, mais qui obstinément ne voient pas que s'il y a des chômeurs c'est qu'il n'y a pas d'emploi, que CE NE SONT PAS LES CHOMEURS QUI SONT INDISPONIBLES MAIS BIEN L'EMPLOI ?

Faut-il encore rappeler que ces 600.000 femmes et hommes de Wallonie, de Flandre ou de Bruxelles, de Ford Genk, de Renault Vilvorde ou de Cockerill Sambre, n'ont pas choisi d'être chômeurs et de vivre avec une allocation de chômage moyenne de 700 euros (alors qu'une recherche d'emploi coûte aux environs de 50 euros et que les dépenses minimales d'un couple avec deux enfants sont estimées par les études les plus sérieuses à 1.500 euros).

Faut-il de nouveau rappeler qu'il y a à peine 7 ans 105.000 chômeurs wallons suivaient un plan d'accompagnement et que seul 65 d'entr'eux faisant l'objet d'une sanction pour refus d'emploi, soit une personne sur 1686 ?

Les 200.000 emplois promis étaient bel et bien un mensonge grossier, si grossier que nous y avons cru. C'est aussi une catastrophe pour ceux qui se sont dit qu'enfin, on allait faire quelque chose pour eux » mais qui se retrouvent non plus comme avant, comme des demandeurs d'emploi mais bien comme des suspects dont la seule faute est de ne pas trouver ce qui n'existe pas

« Tout ce qui souffre accuse. Tout ce qui pleure dans l'individu saigne dans la société. Les petits doivent être sacrés aux yeux des grands et c'est du droit de tous les faibles que se compose le devoir de tous les forts ». C'est Victor Hugo qui disait cela... Mais c'est vrai, c'était il y a plus de cent ans..

Philippe PAERMENTIER,

Responsable national des Travailleurs Sans emploi de la C.S.C